

Rien n'illustre mieux la schizophrénie gouvernementale que la déclaration du ministre chargé du contrôle de la pollution, le député de Saskatoon-Humboldt (M. Lang): selon lui, les municipalités devraient avoir recours à la Société centrale d'hypothèques et de logement. Et, de son côté, le ministre responsable de ladite société, le ministre d'État (M. Andras), fait savoir qu'il n'y a pas de fonds et dit aux municipalités de ne pas lui demander d'argent cette année.

**M. Gilbert:** Honte!

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Alors que le secteur privé continue à fonctionner comme si de rien n'était, le programme d'austérité du gouvernement ralentit l'économie et met à l'épreuve des secteurs complets de la population canadienne. Permettez-moi de donner un ou deux exemples, monsieur l'Orateur. On réduit les services des pêches au moment même où l'industrie de la pêche s'achemine vers une crise. Les prises de saumon en Colombie-Britannique cette année ont à peine dépassé la moitié de celles de l'an passé. Cette situation exige qu'on engage plus de biologistes et qu'on agrandisse les stations biologiques. Au contraire, on impose des restrictions sévères. Avec son nouveau programme de permis, le gouvernement ne fait qu'empirer la situation. Dans la première étape de ce programme, 1,000 vaisseaux ont été retirés de la flotte de saumon de la Colombie-Britannique l'an dernier et 2,500 le seront cette année. Le 4 septembre 1969, le *Sun* de Vancouver rapportait les paroles du ministre des Pêches et des Forêts:

Nous nous acheminons vers une flotte commerciale de pêche au saumon dont les équipages seront formés de pêcheurs professionnels.

A mon avis, si les politiques du ministre demeurent en application, il viendra un jour où la plupart des bateaux de pêche au saumon appartiendront aux usines de traitements du poisson et les pêcheurs indépendants devront abandonner leur occupation. Voyez l'Ouest canadien, qui fait face à la plus grande crise économique qu'il ait connue depuis les années 30. Jusqu'aujourd'hui, le gouvernement s'est contenté, pour y remédier, d'accroître la somme d'argent que les agriculteurs peuvent emprunter sur la garantie du grain emmagasiné à la ferme. Son programme d'austérité a laissé les agriculteurs des Prairies dans une situation angoissante et leur économie, dans le désarroi.

Cependant, nuls groupes n'ont tant souffert des effets de la hausse des prix que ceux des vieillards pensionnés et des anciens combattants qui touchent des allocations. Les vieillards pensionnés obtiennent cette année une augmentation de \$1.58 par mois, qui est censée représenter 2 p. 100 de leur revenu, bien

que, dans l'intervalle, le coût de la vie ait monté de 5 p. 100. Les anciens combattants qui touchent des allocations, eux, n'ont bénéficié d'aucune augmentation. Le gouvernement continue à se soustraire à ses responsabilités à l'endroit de ces citoyens. Ces deux groupes, qui ont déjà tant souffert de la hausse du coût de la vie, ne peuvent espérer aucune aide tant que le gouvernement appliquera, à leurs dépens, son programme d'austérité.

• (3.20 p.m.)

Le gouvernement parle depuis des années d'une guerre à la pauvreté. C'est une guerre qui n'a jamais commencé, et que la pauvreté est en train de gagner par défaut. Près des deux tiers de nos gens vivent en deçà du seuil de la privation, et un cinquième en deçà du seuil de la pauvreté.

La condition de nos populations indiennes, esquimaudes et métisses démontre de façon criante la nécessité de politiques compatissantes et humanitaires. J'affirme, monsieur l'Orateur, que les conditions qui règnent dans certaines réserves indiennes du Canada défient toute description et sont une honte nationale. Cependant, le gouvernement invoque son programme d'austérité comme excuse pour ne rien faire. Qui pis est, il se sert de l'inflation comme prétexte pour imposer des programmes réactionnaires qui nous rappellent Herbert Hoover.

Le gouvernement aura beaucoup de peine à convaincre la population canadienne qu'il ne peut résoudre les problèmes de la pauvreté, parce qu'il n'a pas eu de difficulté à trouver 17 millions de dollars pour radouber le *Bonaventure* avant qu'il aille au rebut, 49 millions pour l'hydroptère, et 80 millions pour l'industrie automobile. Nous lisons maintenant qu'on dépensera \$600,000 pour l'ancienne gare Union d'Ottawa, qu'on devait démolir il y a quelques années. Je prédis que le montant dépassera probablement un million. On est à rénover l'édifice pour les conférences fédérales-provinciales. Est-ce ainsi que le gouvernement conçoit les priorités sociales? Est-ce ainsi que le premier ministre met en pratique tous les beaux préceptes moraux qu'il énonçait cet après-midi? Emerson a déjà dit: Ce que vous êtes parle si fort que je ne peux entendre ce que vous dites.

Malheureusement, monsieur l'Orateur, on a fait des fonctionnaires les vilains et les boucs émissaires dans la lutte entreprise par le gouvernement contre l'inflation. Aucune personne intelligente ne verrait d'objections à des réductions de personnel pour des raisons d'efficacité. Cependant les réductions actuelles signifient soit que le personnel de la Fonction publique était beaucoup trop important soit que des services essentiels seront maintenant

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]